

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JEAN PICOT

La retraite et les solidarités du futur

Journal de la société statistique de Paris, tome 123, n° 4 (1982), p. 231-237

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1982__123_4_231_0>

© Société de statistique de Paris, 1982, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

COMMUNICATION

LA RETRAITE ET LES SOLIDARITÉS DU FUTUR ⁽¹⁾

JEAN PICOT

Délégué général du Bureau commun de prévoyance collective

Le développement économique de l'après-guerre a permis que s'accroissent parallèlement les revenus tirés directement du travail et les revenus de transfert. Le retournement de la situation économique sensible depuis 8 ans a progressivement réduit la croissance des revenus directs, tandis que les transferts sociaux continuaient de progresser. L'inévitable augmentation des charges futures de retraite qui est le fruit de 50 ans d'histoire et de 12 ans de réformes sera-t-elle compatible avec un maintien du revenu direct des actifs ?

The post-war economic development has permitted a parallel growth of incomes drawn directly from work and transfer incomes. The reversal of the economic situation, sensible these last eight years, has gradually reduced the growth of direct incomes, whereas social transfers continued growing. The inevitable increase of future retirement expenses resulting from 50 years of history and 12 years of reforms will it be compatible with the upholding of the direct income of the active population ?

LA RETRAITE, QUELLE IDÉE ?

La coutume, les usages et même quelquefois la loi veulent, qu'à partir d'un certain moment, la société s'adresse à une personne naturellement laborieuse et lui tienne ce langage muet : « Vous avez assez travaillé; vous voudrez bien prendre votre retraite. Nous allons désormais pourvoir à vos besoins, sans que vous ayez à fournir une activité professionnelle ».

Ce n'est pas une idée tellement naturelle, ni un usage tellement ancien. Les civilisations pré-industrielles n'en avaient guère conçu le principe. Le milieu familial ou tribal, suivant les époques, faisait son affaire de la subsistance des personnes qui n'avaient plus la force de travailler. Au XIX^e siècle encore, les ouvriers et les paysans mouraient avant qu'on ait eu le temps de se préoccuper de leur retraite.

Non que la prévoyance collective soit une idée neuve. La constitution d'associations, de corporations, de sociétés de secours mutuel avant la lettre remonte à l'antiquité. Il paraît que les bâtisseurs du temple de Salomon, quelque mille ans avant J.-C., avaient organisé une entraide mutuelle. Mais il s'agissait pour ces divers groupes de venir en aide à ceux de leurs membres victimes de maladie, d'infirmité, en quelque sorte dans l'incapacité physique de travailler. Il ne venait à personne l'idée qu'on pouvait verser des subsides à des individus valides, en contrepartie de l'engagement de cesser

Journal de la Société de statistique de Paris, tome 123, n° 4, 1982.

1. Communication faite le 24 juin 1982 devant les Sociétés de statistique de Paris et de France.

une activité, ou parce qu'ils atteignaient un âge donné. La retraite, comme ouvrant un droit au non-travail, indépendamment de la condition physique, est une invention moderne.

Même lorsque Henri IV signe les lettres patentes du 14 mai 1604 pour organiser un prélèvement de cotisation dans les entreprises minières, il ne s'agit que de réparer les accidents du travail, pas encore de mettre au repos les ouvriers. Certes, la très fameuse constitution de l'Établissement des Invalides de la Marine, qui servait jadis de point de départ à tous les cours de droit social, permet de payer des pensions aux marins du Commerce. Encore s'agit-il d'invalides, mais comme la vieillesse pouvait facilement être assimilée à l'invalidité, on commence à voir poindre l'idée d'un droit à une prestation pour un état durable, hors du travail.

Peut-être est-ce du côté des soldats qu'on a vu se développer le plus tôt cette idée de prolonger la solde — ou du moins la demi-solde — au-delà du service actif. Il fallait bien faire quelque chose pour ceux d'entre eux qui n'avaient pas eu le bon goût de trouver la mort sur les champs de bataille. Aujourd'hui encore, l'un des premiers systèmes de retraite que mettent en œuvre les pays en voie de développement, c'est à l'intention des militaires. De là à conclure que la retraite est une invention militaire, il y a l'amorce d'un mauvais jeu de mots que je voudrais éviter.

Encore s'agissait-il d'une récompense pour service rendu. Tout autre est la conception actuelle. Notre xx^e siècle a vu se produire un bouleversement complet dans l'organisation du temps vécu : pour les jeunes d'aujourd'hui, les durées de vie consacrées à la production et à l'abstention du circuit productif (éducation et retraite) s'équilibrent à peu près.

LA RETRAITE, QUELS PROBLÈMES ?

Tout ceci ne va pas sans mal : ces personnes que nous rejetons de la vie active, à des âges de plus en plus jeunes et dans des formes de plus en plus athlétiques pour un nombre croissant d'entre elles, posent deux catégories de questions.

L'une est d'ordre psychologique et moral, à la limite culturel. Toutes n'ont pas les moyens de s'occuper; peu trouvent l'occasion de se sentir utiles, d'autant plus que la cellule familiale étant réduite, dans le meilleur des cas, au groupe parents-enfant, les vieux n'ont même plus l'illusion de transmettre quelque chose de leur savoir aux jeunes. De cet aspect, je ne vais pas traiter. Il se réunit suffisamment de congrès de gérontologie de par le monde pour évoquer le sujet, congrès dont l'abondance est peut-être le signe de notre mauvaise conscience à l'égard de ceux qui sont l'objet de l'étude.

La deuxième catégorie de questions, à laquelle je me propose de consacrer quelques réflexions, c'est le coût pour les actifs de cette population que nous condamnons à la retraite. Combien sommes-nous disposés à payer pour assurer la subsistance — je n'ose dire nourrir l'ennui — de ceux à qui nous fermons la porte de nos bureaux, de nos chantiers, de nos usines, dans l'espoir de ne pas en être nous-mêmes exclus pour cause de chômage ?

L'ÉVOLUTION DES REVENUS DE TRANSFERT

Pour aborder cette question, un regard s'impose sur l'évolution des dix dernières années qui ont donné lieu au plus formidable retournement de situation économique qu'ait connu l'après-guerre. Cette

histoire se reflète comme dans un miroir dans les tableaux chiffrés des comptes de la Nation.

Considérons d'abord les dépenses sociales dans leur ensemble avec leurs quatre compartiments : retraite, santé, famille et logement, chômage et formation. La part de ces prestations dans le revenu brut disponible des ménages est passée de 25,1 % en 1970 à 32,4 % en 1980. En termes clairs, les ménages français ont obtenu, en 1980, 1/3 de leurs ressources sous forme de « revenus de transfert » et 2/3 sous forme de « revenus d'activité », contre 1/4, 3/4 onze ans plus tôt.

Une analyse plus détaillée de cette période 1970-1980 permet de distinguer trois phases caractéristiques :

- dans une première phase, 1970-1973, on observe une augmentation forte et assez parallèle, des salaires nets d'activité et des prestations sociales (plus de 5 % par an en termes réels);
- dans une seconde, 1974-1978, qui correspond aux lendemains du premier choc pétrolier, on observe une augmentation moindre mais encore sensible des salaires nets d'activité (de l'ordre de 3 % par an), et une augmentation plus élevée qu'auparavant des prestations sociales (plus de 6 % par an);
- dans une troisième phase, 1979-1980, qui correspond aux effets du deuxième choc pétrolier, la progression des salaires nets d'activité est complètement stoppée, peut-être même légèrement négative en 1979, tandis que la progression des prestations sociales continue à un rythme un peu plus faible (4 % puis 2 %).

En définitive, depuis 1979, *l'accroissement des revenus des ménages français ne se fait plus que par le biais des prestations sociales et nullement par les revenus d'activité*, cette situation est nouvelle et significative de l'époque que nous sommes en train de vivre.

La part de la vieillesse dans l'ensemble des revenus de transfert est de 42 %. A travers la diversité des sources, il est difficile de dire si elle a augmenté ou diminué par rapport à l'ensemble des prestations sociales — n'oublions pas que le chômage, insignifiant en 1970, représente environ 8 % des prestations en 1980 —. Mais il est sûr qu'en pourcentage du P.I.B., la place de la vieillesse a augmenté; de 7,4 % en 1970 à 10,7 % en 1980, soit une progression de 44 %. Dans le même temps, la population âgée de plus de 63 ans a peu progressé, de 14,8 % à 15,2 %.

Quelles sont les causes de cette progression de la part des retraites dans le Produit national ? Ce phénomène n'est dû que très partiellement, pour 10 % environ, au vieillissement de la population. Les deux causes majeures sont l'amélioration des pensions et la diminution des taux d'activité qui a conduit à transformer des actifs en retraités.

Amélioration des pensions : il est une vérité aveuglante qu'on se refuse à voir, c'est que le régime général de retraite a connu une véritable transformation entre les années 1971 à 1975, dont nous aurons à supporter pleinement le coût dans les prochaines années. C'est par exemple, le passage de 30 à 37,5 années validables en 1972, l'adoption du système dit « des 10 meilleures années » (1973), l'amélioration du système de réversion (1972 et 1975), enfin les mesures permettant dans certains cas l'attribution à 60 ans de la retraite à taux plein. L'évolution des charges, et du financement (qui est passé de 8,75 % en 1971 à 12,90 % aujourd'hui), est tout d'abord la conséquence de ces améliorations avant d'être le signe d'un vieillissement démographique. Ne soyons pas trop tentés de rechercher dans l'environnement socio-économique les causes d'une évolution qui n'a d'autre source principale que nos propres décisions.

Heureusement ou malheureusement, l'effet de ces mesures a été dans les toutes dernières années, et est encore aujourd'hui, quelque peu masqué par une circonstance démographique très temporairement et très provisoirement favorable, à savoir la survenance à la retraite des classes creuses que nous a léguées la première guerre mondiale.

En ce qui concerne le déplacement des actifs vers les retraités, l'abaissement de l'âge auquel il est mis fin, volontairement ou non, à l'activité professionnelle est un phénomène continu de ces dix

dernières années. De 1968 à 1979, le taux d'activité des hommes d'âge compris entre 60 et 64 ans est passé de 63,9 % à 43,7 %, celui des femmes de 35,3 % à 23,9 %. Ce phénomène a dû s'accroître entre 1980-1981, à en juger par le succès rencontré par la « garantie de ressources ».

Du côté de la population cotisante, l'élément nouveau a été non pas la diminution des effectifs, mais la disparition d'une croissance privilégiée. En effet, les régimes de l'Industrie et du Commerce ont bénéficié depuis leur création d'un accroissement annuel de cotisants — réserve faite de l'extension de leur champ d'application — nettement plus élevé que celui de la population en âge d'activité. Ce phénomène a été net et persistant. Le surplus annuel de croissance a atteint pendant de nombreuses années plus de 5 % à l'A.G.I.R.C., plus de 2 % à l'A.R.R.C.O. Pourquoi une telle progression ? Essentiellement parce que l'expansion économique de l'après-guerre s'est accompagnée d'une création d'emplois à un rythme d'augmentation supérieur à celui de la population nationale. Ce besoin de travailleurs a été comblé par quatre moyens, que je cite sans hiérarchiser leur importance :

- accroissement de la population industrielle et tertiaire au détriment de la population agricole;
- extension de l'état de salarié au détriment du statut de non-salarié;
- augmentation du taux d'activité des femmes;
- immigration.

Cette « rente de croissance » a amené les régimes à asseoir leur équilibre — on dirait dans le jargon professionnel habituel, à pratiquer un rendement — sur des bases supérieures à celles qui sont compatibles avec un effectif constant; ou si l'on veut parler plus simplement, à promettre des prestations plus élevées ou à appeler des cotisations plus faibles que celles qui correspondent à un état stagnant.

L'EXPÉRIENCE VÉCUE PAR LES RÉGIMES

Comment ce retournement des années 1973-1980 a-t-il été vécu par les régimes de retraite ?

Au plan du régime général, les choses ont été assez simples : le financement a été augmenté en fonction des nécessités : le taux de cotisation est passé de 8,75 % en 1971 à 12,90 % en 1979 et s'est stabilisé depuis à ce niveau. La revalorisation des retraites a été maintenue à un taux élevé.

Les régimes de retraite complémentaire, pour leur part, ont toujours eu conscience de leur position privilégiée. Ils étaient préparés à l'idée d'opérer une baisse de rendement qu'ils envisageaient d'amplitude modeste, progressive, et sans dommages pour le pouvoir d'achat des retraités. Cette opération pouvait en effet être facilement réalisée en indexant les retraites sur les prix et en bénéficiant de cotisations indexées sur les salaires.

Or le choc de 1973 a cassé quasi instantanément la progression du nombre d'emplois, entraîné un fléchissement de la croissance du P.I.B. et amenuisé progressivement l'écart positif entre la hausse des salaires et celle des prix. Aussi les régimes de retraite se sont trouvés exposés à la nécessité de faire *une baisse de rendement un peu plus ample que prévu, un peu plus rapide que prévu, et dans un contexte économique moins favorable que prévu.*

Et pourtant ces régimes, relativement à la gravité de la situation, n'ont pas jusqu'à présent imposé à leurs retraités ni à leurs cotisants des sacrifices bien considérables. Si les augures avaient annoncé en 1970 l'existence de deux millions de chômeurs douze ans plus tard, qui aurait cru à la survie des régimes de retraite ? Permettez-moi de voir dans cette absence de situation catastrophique le reflet d'une certaine sagesse de gestion. Quand les grands régimes complémentaires ont été frappés par les événements de 1973, ils pouvaient faire état, je l'ai déjà dit, d'un rendement un peu inférieur à leurs possibilités du court terme, d'un taux de charges encore éloigné de l'équilibre, d'un montant

de réserves peut-être modeste en valeur réelle, mais dont les produits financiers ont tout de même permis de franchir quelques obstacles conjoncturels.

Le taux de 4,40 % que l'A.R.R.C.O. a adopté en 1974 a tenu le choc jusqu'en 1982 en dépit de cette conjoncture tout à fait nouvelle. Quant à l'A.G.I.R.C., elle s'est borné à un appel à 103 % de ses cotisations contractuelles alors que ses Statuts l'autorisent à aller jusqu'à 110 %.

DÉMOGRAPHIE ET COMPORTEMENTS

Tels sont les contours de la situation actuelle. Qu'en est-il pour les prochaines années ? Ne revenons pas trop longuement sur les données bien connues de tous, et qu'on peut résumer ainsi :

- dans une hypothèse moyenne de prise de retraite à 63 ans, le rapport de la population en âge d'activité à la population retraitée n'est pas au cours des 25 prochaines années (1983-2007) fondamentalement plus mauvais que celui des 10 années précédant 1978;

- nous vivons entre 1978 et 1982 une phase exceptionnellement favorable qui prendra fin vers les années 1983-1984. Nous verrons alors apparaître dans toute leur ampleur les effets de nos décisions antérieures, provisoirement occultés par un déficit temporaire de retraités;

- les diverses hypothèses sur la fécondité n'agiront de manière significative sur les rapports démographiques que passé l'an 2006, mais alors la dégradation sera profonde, si elle n'est pas compensée par des taux d'activité plus élevés;

- nous avons largement fait l'expérience au cours de ces dernières années que le taux d'activité — avec en arrière-plan le chômage — est, dans le court et le moyen terme, une variable plus active et plus déterminante que la démographie;

- dans un monde qui comprend des millions d'hommes et de femmes à la recherche d'un emploi, et qui a tendance à effacer les frontières, ce n'est pas la pénurie de travailleurs qui nous menace au premier chef. Ce que la baisse de la natalité des pays européens met en cause, c'est l'aptitude de populations vieillies à relever les défis économiques de l'époque, et non les aspects strictement numériques du rapport des actifs aux retraités.

Il n'en reste pas moins que dans leurs prévisions à court terme, tous les grands régimes pronostiquent, à législation constante, des efforts à faire à une date plus ou moins rapprochée, précisément au terme de cette période des cinq dernières années qui cache le poids de nos générosités passées. A quel niveau peut-on estimer les besoins de financement supplémentaires ?

La réponse à cette question est subordonnée à deux inconnues au moins :

- l'une découle de l'économie : dans quelle mesure sera-t-il possible de sortir du marasme du temps présent ? Connaîtra-t-on une remontée réelle et sensible du taux d'activité ? On ne prend pas beaucoup de risques, hélas, à avancer que même dans l'hypothèse économique la plus favorable, un effort de rigueur est inévitable.

- l'autre vient des hommes et des choix qu'ils feront. La question n'est pas : y aura-t-il ou non un abaissement de l'âge de la retraite ? Celui-ci est, depuis quelques années, largement inscrit dans les faits. Que les partenaires sociaux acceptent de généraliser aux régimes complémentaires le système adopté pour le régime général, ou qu'ils prolongent le système de la garantie de ressources, les deux solutions sont onéreuses et les deux ont en commun d'être facultatives, c'est-à-dire choisies au gré de l'intéressé. La question est donc : combien d'hommes auront le goût ou la permission de prolonger leur activité ? Quelle sera la pression du corps social pour tenter de les persuader « qu'ils prennent la place d'un jeune » ?

A ce propos, tous les indices convergent pour amener à la conclusion que l'aspiration au départ est très forte et le restera.

D'abord nous disposons d'une expérience *in vivo*, à travers le développement de la garantie de ressources sous ses deux formes « garantie de ressources licenciement » et « garantie de ressources démission ».

Une étude publiée par l'U.N.E.D.I.C. montre que le pourcentage des bénéficiaires de la garantie de ressources par rapport à la population en âge d'y bénéficier a atteint :

12,8 % à mi-1975;

36,6 % à mi-1978;

50,2 % à mi-1981.

Cette même étude laisse présager 55 % à mi-1982.

Une enquête menée par l'I.N.E.D. en 1977 sur l'âge souhaité de départ en retraite révélait déjà ce comportement.

Le caractère général d'un tel état d'esprit est surprenant. Les études menées il y a plus de dix ans montraient une telle aspiration dans la population ouvrière — ce qui se comprend compte tenu des caractéristiques de conditions de travail et de longévité —, dans la population féminine — ce qui, là, est contraire à sa longévité spécifique, mais traduit sans doute un certain attachement au foyer que la vie professionnelle n'arrive pas à estomper complètement —, mais peu chez les employés, encore moins chez les cadres, pas du tout chez les cadres supérieurs et les professions libérales. Ce sont maintenant toutes les catégories socio-professionnelles, salariées ou non, qui sont touchées par cette épidémie.

Pourquoi ? J'avance l'explication que le chômage, par son ampleur, sa persistance, sa généralité, a profondément altéré la moelle épinière de la Nation. Le désarroi s'est installé chez les travailleurs, comme s'ils étaient honteux d'avoir du travail quand leurs enfants sont à la recherche d'un emploi. L'idée n'a pas cours que c'est en travaillant encore plus que tout homme procure du travail à ses semblables; c'est l'idée contraire qui triomphe. On en viendrait à justifier l'aphorisme relevé dans *le Canard Enchaîné* : « Tout travailleur est suspect, parce qu'il prend la place d'un chômeur ». On assiste à un phénomène curieux : même chez une personne dotée d'une certaine culture économique, on n'établit pas de relation entre sa décision individuelle (« je pars en retraite ») et la capacité de la société à lui fournir sa pension. Inquiet pour ma retraite, je m'y précipite.

La période 1970-1980 n'a pas été seulement le siège d'un retournement économique extraordinaire, mais d'un retournement psychologique dans l'attitude des hommes à l'égard du travail. Qui peut dire s'il est justifié ou non par les progrès de la technologie ?

LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES

La conclusion de tout ceci, en termes financiers ?

Premier point : même la législation constante, c'est-à-dire sans accélération des mouvements de départ de la vie active, et sans aggravation du chômage, tous les régimes de retraite envisagent, à l'horizon 1985, un effort supplémentaire à faire. Si cet effort était totalement reporté sur les cotisations et non sur un freinage des revalorisations des prestations, il se traduirait par une hausse relative des cotisations d'environ 9 %, soit 1,6 % de la masse salariale. Ce besoin de financement supplémentaire sera plus important pour le régime général qui, plus que les autres, doit supporter les effets des améliorations considérables survenues dans la période 1971-1975.

Deuxième point : quant au mouvement de départ anticipé à la retraite, tout porte à penser qu'il se poursuivra, soit sous couvert de la garantie de ressources si celle-ci est maintenue, sous une forme peut-être atténuée, soit à la faveur d'une suppression des coefficients d'abattement pratiqués par les régimes complémentaires, avec ou sans acquisition de points supplémentaires.

Le coût financier de ces mesures est très différent suivant les options envisagées. Aussi je préfère, plutôt que de me livrer à des supputations dans un domaine aussi incertain, vous exprimer une opinion toute personnelle sur certains aspects quantitatifs de cette mesure.

L'idée a été quelquefois avancée, même si elle n'est pas inscrite dans l'ordonnance, d'une retraite représentant à 60 ans, 70 % du salaire pour une durée de carrière de 37,5 ans. Je n'ai aucune qualité pour critiquer ici cet objectif social, ni d'ailleurs aucune envie de le faire. Relevons simplement que nous ne sommes pas très loin de ce résultat pour les titulaires de salaires d'un ordre de grandeur inférieur ou égal au plafond de Sécurité Sociale, si nous n'y sommes pas déjà, et même au-delà, pour les entreprises qui ont souscrit des taux d'adhésion un peu supérieurs aux minima. Donc l'effort contributif supplémentaire à faire n'apparaît pas démesuré.

Mais s'agissant des salariés dont les rémunérations sont plus élevées, dans des zones de revenus supérieures au plafond, il me paraît hors de portée d'atteindre facilement et rapidement ce rapport de 70 % à 60 ans, alors qu'avec la superposition des régimes, nous avons toutes les peines du monde à assurer 60 % à 65 ans.

Voyez le coût important que doit supporter l'U.N.E.D.I.C., pour la garantie de ressources, en dehors même du chômage proprement dit. Rien n'est plus pénible à ce propos que d'entendre parler du fameux « trou » de l'U.N.E.D.I.C., comme d'ailleurs, périodiquement, du « gouffre » de la Sécurité Sociale. En ce qui concerne la garantie de ressources, il n'y a pas ici de « trou » imprévisible mais simplement la nécessité de financer des dépenses que nous décidons nous-mêmes, collectivement quand nos représentants législatifs ou professionnels prennent des mesures en notre nom, individuellement quand nous prenons le parti d'en bénéficier. Le coût d'une rente temporaire, égale à 70 % du salaire et payable de 60 à 65 ans, représente une facture à présenter à la société, qui n'a rien d'une révélation. Le financement dont est doté l'U.N.E.D.I.C. est très éloigné de cette facture.

LES SOLIDARITÉS DU FUTUR

Les conséquences au plan macroéconomique, quelles sont-elles ? Nous sommes déjà engagés, depuis 1979 exactement, dans un cours d'événements où les revenus des ménages n'augmentent plus que par leur composante sociale et non plus par leurs revenus d'activité. Cette tendance ne peut que s'accroître. J'oserai même avancer l'idée suivante : les revenus de transfert qui sont déjà programmés, qui ne sont pas liés à des décisions futures, qui ne dépendent pas, comme on le croit trop facilement, de la personnalité de tel ou tel ministre, de l'orientation sociale de tel ou tel gouvernement, sont voués à une progression qui ne peut se faire qu'au détriment des revenus d'activité. Il ne paraît guère imaginable, dans la conjoncture économique actuelle, de concevoir un modèle de croissance tel que le taux d'élasticité des dépenses sociales par rapport au P.I.B. ne soit pas supérieur à 1. Il y faudrait un changement énorme des psychologies, que rien n'annonce, ou un redémarrage extraordinairement fort de la croissance qui ne se profile pas à l'horizon.

Une période est donc révolue, celle où le développement des dépenses sociales était relativement bien supporté parce qu'il s'inscrivait dans une croissance qui permettait aussi une progression des revenus d'activité.

L'extension de la retraite sera moins indolore pour les jeunes générations qu'elle l'a été pour les anciennes. Les arbitrages entre les revenus des actifs et les revenus des retraités seront de plus en plus tendus. Les retraités auraient pourtant tort de s'inquiéter : étant donné que l'âge de la retraite est en général celui auquel on accède à des responsabilités de décideurs, ils ont quelque chance que les arbitrages ne leur soient pas trop défavorables.

C'est pourquoi, quand on pose la question « Quel avenir pour les retraites ? », j'entends toujours les mots : « Quel avenir pour les jeunes ? ».